

## **Note à l'attention de Monsieur le Premier ministre**

### **Objet : ALERTE - Situation critique de l'industrie automobile et des TPE/PME en France**

#### **1. Taxe CAFÉ**

Lors du Paris Automotive Summit, le ministre Antoine Armand a souligné la nécessité d'une renégociation urgente des sanctions financières liées aux émissions de CO2. Ces sanctions, qui pourraient atteindre au moins 15 milliards d'euros, menacent la survie de l'industrie automobile française et européenne. Cependant, le député européen Pascal Cagin a exprimé des doutes quant à la possibilité de changer les règles, privilégiant le soutien de la demande des particuliers et la pression sur les flottes d'entreprise. Le problème est que les amendes CAFÉ n'ont pour effet que d'aggraver la « concurrence déloyale de la Chine » qu'il évoque justement. Il est crucial d'aligner les efforts de renégociation des amendes avec le soutien à la décarbonation des flottes d'entreprises.

#### **2. Hausse du coût du travail pour les TPE/PME**

Le ministre a évoqué des hausses d'impôts « exceptionnelles et ciblées » sur les très grandes entreprises. Toutefois, les augmentations du coût d'embauche des apprentis, les charges liées au SMIC, ainsi que le transfert d'une partie de l'indemnisation des arrêts maladies vers les entreprises, risquent d'entraîner une forte augmentation des coûts du travail. Cela pourrait aggraver la situation financière déjà précaire des TPE/PME, entraînant potentiellement des licenciements et des défaillances d'entreprises à un rythme alarmant.

#### **3. Dégradation de la compétitivité industrielle**

Le renoncement à la baisse des impôts de production et de la CVAE affecte particulièrement les entreprises de décolletage usinage, dont le taux de valeur ajoutée est bien supérieur à la moyenne industrielle française (44% contre 25%). La baisse des impôts de production de 2021 n'a pas suffi à réduire l'écart avec la moyenne européenne. Une réduction supplémentaire de 28 milliards d'euros est nécessaire, et 56 milliards pour rattraper l'Allemagne. Une transformation de la fiscalité est essentielle pour renforcer la compétitivité de l'outil productif français.

#### **4. Urgence de simplification administrative**

Les TPE/PME croulent sous un fardeau réglementaire et administratif lourd et complexe. Cette lourdeur, couplée à une lenteur administrative, nuit à la compétitivité des entreprises françaises, déjà sous-performantes par rapport à leurs homologues européens. L'écart de compétitivité avec les entreprises industrielles allemandes reste significatif, de plusieurs points. Il est donc urgent de simplifier les démarches administratives pour permettre aux TPE/PME de se concentrer sur leur développement et leur compétitivité.

#### **5. Dynamisme des TPE/PME**

Malgré un contexte défavorable (hyper-concurrence, manque de main-d'œuvre), les entreprises de décolletage usinage, principalement des TPE/PME, continuent de créer des emplois et d'augmenter les salaires au-delà de l'inflation. Le soutien aux entreprises industrielles sous-traitantes est clé pour réussir la réindustrialisation souveraine de la France, en particulier dans les secteurs stratégiques (aéronautique, automobile, santé, etc.).

#### **Conclusion**

Il est impératif que le Premier ministre clarifie la position des députés européens et les incite à défendre activement l'industrie automobile française dans le cadre des négociations sur la taxe CAFÉ. Une action rapide sur les deux leviers — renégociation des amendes et soutien à la demande — est essentielle pour préserver notre secteur industriel.